LES MEDIAS DANS L'AFFAIRE DREYFUS 1894 – 1906



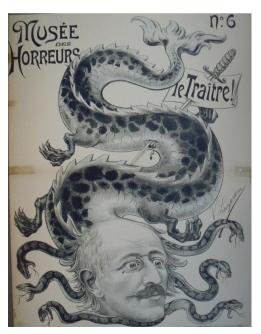
Rappel sur l'Affaire Dreyfus

L'affaire Dreyfus éclate en 1894. Un officier juif accusé d'espionnage au profit de l'Allemagne, le capitaine Dreyfus, est condamné et envoyé au bagne par un tribunal militaire. Sa condamnation s'explique par l'esprit de caste de nombreux officiers catholiques et monarchistes et par une violente campagne de presse antisémite. Elle repose aussi en partie sur des documents falsifiés par certains militaires. L'affaire rebondit en 1898 quand Emile Zola démonte le mécanisme de cette erreur judiciaire dans une lettre ouverte au Président de la République publiée dans le journal l'Aurore : *J'accuse*.

L'Affaire révèle la force des tensions politiques et des haines. Ceux que l'on commence à dénommer « intellectuels » s'engagent en faveur de Dreyfus ; ce sont Zola, Péguy et Jaurès. D'autres s'engagent contre Dreyfus : Maurras et Barrès. De part et d'autre, les sympathisants se regroupent dans des ligues qui organisent des manifestations de rues : la Ligue de la patrie française, hostile à Dreyfus et la Ligue des droits de l'homme en sa faveur.

La cassure est totale entre les deux camps, chacun prétendant représenter la « vraie France ». Les antidreyfusards mettent en avant l'honneur de l'armée qui ne saurait être suspectée : parmi eux les antisémites, les nationalistes, la plupart des catholiques. Les dreyfusards se font les défenseurs du droit, de la justice et de l'individu face à la raison d'État ; ils sont appuyés par les radicaux avec Clemenceau et par les socialistes, comme Jaurès. L'Affaire fait donc rebondir l'antagonisme entre la droite et la gauche.

En 1899, Dreyfus est rejugé à Rennes, condamné avec circonstances atténuantes puis immédiatement gracié par le président de la République. En 1906, le jugement de Rennes est cassé par la Cour de Cassation, Dreyfus est déclaré innocent, réintégré dans l'armée et décoré de la Légion d'Honneur.



Caricature d'Alfred Dreyfus, vers 1896, musée des Invalides, Paris

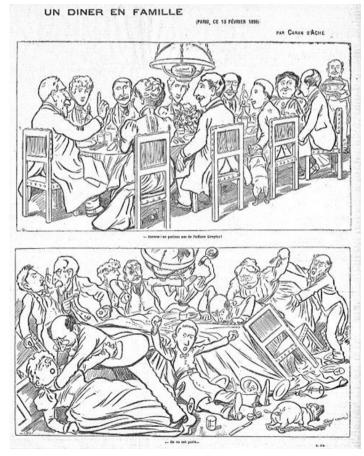


J'Accuse...! d'Emile Zola à la Une de *l'Aurore*, 13 janvier 1898

Maurice Barrès s'engage contre Dreyfus

" La mise en liberté du traître Dreyfus serait après tout un fait minime, mais si Dreyfus est plus qu'un traître, s'il est un symbole, c'est une autre affaire : c'est l'affaire Dreyfus ! Halte-là ! Le triomphe du camp qui soutient Dreyfus-symbole installerait décidément au pouvoir les hommes qui poursuivent la transformation de la France selon leur esprit propre. Et moi je veux conserver la France [...].

Maurice Barrès, "L'état de la question ", Le journal, 4 octobre 1898



Une affaire qui divise l'opinion Dessin de Caran d'Ache, *Le Figaro*, 14 février 1898